



PRÉFET DE LA RÉGION NOUVELLE-AQUITAINE

Arrêté préfectoral portant décision d'examen au cas par cas en application de l'article R. 122-3 du Code de l'environnement

LE PRÉFET DE LA RÉGION NOUVELLE-AQUITAINE

Vu la directive 2014/52/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 modifiant la directive 2011/92/UE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le Code de l'environnement, notamment la section première du chapitre II du titre II du livre premier, et plus particulièrement ses articles L. 122-1, R. 122-2 et R. 122-3 ;

Vu l'arrêté du ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12-janvier 2017, fixant le modèle du formulaire de la demande d'examen au cas par cas en application de l'article R. 122-3 du Code de l'environnement ;

Vu la demande d'examen au cas par cas n° 2018-7126 relative au projet de lotissement pavillonnaire de 57 lots situé rue Nungesser sur la commune de Biard (86), reçue complète le 31 août 2018 ;

Vu l'arrêté du préfet de région du 27 mars 2018 portant délégation de signature à Madame Alice-Anne MÉDARD, directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Nouvelle-Aquitaine ;

Vu l'avis de l'Agence Régionale de Santé Nouvelle-Aquitaine du 25 septembre 2018 ;

Considérant la nature du projet qui consiste à aménager un lotissement pavillonnaire de 57 lots sur un terrain d'une superficie de 3,62 ha, étant précisé que les travaux comprennent notamment :

- la création des voies de desserte interne d'une longueur cumulée de 650 m, de cheminements doux et de places de stationnement,
- la mise en place des réseaux secs et humides,
- la réalisation d'un bassin d'infiltration et d'un réseau de noues,
- la plantation de 1,5 km de haies constituées d'essences indigènes non allergènes et d'une cinquantaine d'arbres ainsi que l'aménagement d'un espace vert de 4 700 m² ;

Considérant que ce projet relève de la rubrique 6°a) du tableau annexé à l'article R. 122-2 du Code de l'environnement, qui soumet à examen au cas par cas les projets de construction de routes classées dans le domaine public routier de l'État, des départements, des communes et des établissements publics de coopération intercommunale non mentionnées aux b) et c) de la deuxième colonne du même tableau ;

Considérant la localisation du projet situé :

- sur un terrain cultivé bordé au nord par l'aéroport de Poitiers-Biard, à l'est par une zone artisanale, au sud et à l'ouest par un secteur résidentiel,
- en dehors des périmètres réglementaires du plan d'exposition au bruit de l'aéroport de Poitiers-Biard,
- dans un secteur ne présentant pas de sensibilité environnementale particulière faisant l'objet d'un référencement telle que site classé, site Natura 2000, ZNIEFF,
- au sein du périmètre de l'orientation d'aménagement et de programmation «Le Vignaud » et en zone à urbaniser du plan local d'urbanisme intercommunal de l'agglomération Grand Poitiers ;

Considérant que le lotissement sera raccordé au réseau collectif d'assainissement des eaux usées ;

Considérant que les eaux pluviales interceptées par les surfaces imperméabilisées des parties privatives du lotissement seront collectées et infiltrées sur les lots ;

Considérant que les eaux pluviales interceptées par les surfaces imperméabilisées des voies et espaces communs du lotissement seront collectées puis dirigées vers des noues et un bassin d'infiltration ;

Considérant que le projet a fait l'objet d'une étude d'incidence examinée dans le cadre de la procédure relative aux installations, ouvrages, travaux et activités en application des articles L. 214-1 et suivants du code de l'environnement ;

Considérant que l'aménagement projeté devra prendre en compte les risques de nuisances des activités des entreprises et établissements implantés sur la zone artisanale eu égard à la destination résidentielle du projet, en particulier sur le secteur du terrain d'assiette situé en contact avec cette zone artisanale ;

Considérant que le pétitionnaire s'engage à porter une attention particulière aux ruissellements lors de la phase chantier en mettant en place des dispositifs temporaires d'interception et de traitement des eaux pluviales ;

Considérant qu'il appartient au pétitionnaire de prendre toutes les mesures nécessaires durant les travaux afin de prévenir un éventuel risque de pollution et de nuisances ;

Considérant qu'il ne ressort pas des éléments fournis par le pétitionnaire et des connaissances disponibles à ce stade, compte tenu des réglementations spécifiques encadrant son autorisation, que le plan d'eau soit susceptible d'impact notable sur l'environnement au titre de l'annexe III de la directive 2014/52/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 ;

Arrête :

Article 1^{er} :

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du Code de l'environnement le projet de lotissement pavillonnaire de 57 lots situé rue Nungesser sur la commune de Biard (86) **n'est pas soumis à la réalisation d'une étude d'impact.**

Article 2 :

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 du Code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3 :

Le présent arrêté sera publié sur les sites Internet de la préfecture de région et de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Nouvelle-Aquitaine.

À Bordeaux, le 5 octobre 2018

Pour le Préfet et par délégation,

Pour le Chef de la Mission
Evaluation Environnementale
L'adjointe au Chef de la MEE

Michaële LE SAOUT

Voies et délais de recours

1- décision imposant la réalisation d'une étude d'impact

Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux :

à adresser à Monsieur le préfet de la région Nouvelle-Aquitaine

(Formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après.

2- décision dispensant le projet d'étude d'impact

Recours gracieux :

à adresser à Monsieur le préfet de la région Nouvelle-Aquitaine

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours hiérarchique :

Monsieur le ministre d'État de la Transition Écologique et Solidaire

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours contentieux :

à adresser au Tribunal administratif

(Délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique).